

Face au loup, de nouvelles revendications

MONTAGNE Les représentants de la confédération paysanne et les éleveurs ont organisé une rencontre avec le préfet national « loup » pour faire avancer le dossier ardéchois.

Se protéger des attaques du loup. La question a pris une dimension cruciale ces derniers mois en Ardèche. La montagne n'a d'ailleurs pas été épargnée avec une attaque survenue sur la commune de Mazan-l'Abbaye. Sur le sujet, la confédération paysanne a décidé de prendre le taureau par les cornes;

Jeudi 7 juillet, la confédération paysanne a reçu le préfet national référent M. Celet pour tenter de faire avancer le dossier. Cette rencontre s'est avérée la première en Ardèche depuis la réunion du Groupe national loups (GNL) du 27 juin, lors de laquelle les nouveaux effectifs estimés de loups en France ont été revus fortement à la hausse ainsi que la zone d'expansion.

PLUS DE MOYENS CAR PLUS DE LOUPS

Le syndicat a pu réaffirmer ses propositions, notamment pour une augmentation des moyens financiers dédiés à l'élevage et liés à l'accroissement de la pression de prédation. « Nous demandons la mise en place d'une réelle politique d'anticipation et de sortir de la seule politique de réaction indemnisatrice mise en place uniquement après que les attaques ont eu lieu », ont déclaré les représentants du syndicat au représentant de l'État. « Nous voulons aussi la prise en compte des impacts de la prédation sur la santé des paysans et une meilleure réactivité des démarches administratives. Nous demandons des augmentations de crédits qui ne soient pas uniquement des crédits dits d'urgence, mais qui vont dans le sens de mieux protéger les troupeaux : comment le groupe National Loups peut valider un budget constant face à l'explosion des populations de loups et à l'extension géographique de leur présence ? Nous demandons une réelle augmentation permettant de protéger toutes les éleveuses et éleveurs et notamment dans les zones dites de front de colonisation comme l'Ardèche avant l'arrivée des loups ».



La rencontre a eu lieu à Barnas et Mazan jeudi 7 juillet.

MIEUX INFORMER POUR RASSURER

La confédération réclame aussi l'accélération et le renforcement des moyens pour la surveillance et le comptage de la population lupine : « le défaut d'information des éleveurs et éleveuses en cas d'attaques est une réelle difficulté et un stress très important. Une meilleure communication auprès des éleveurs et éleveuses sur l'importance de signaler tout soupçon d'attaques est essentielle afin de ne pas laisser place aux rumeurs ».

INDEMNISER AUSSI POUR LES BREBIS DISPARUES

En dernier lieu, en ce qui concerne les indemnisations : « que l'on tienne compte aussi des animaux portés disparus », demande le syndicat. Toutes ces propositions, complémentaires d'autres en discussion, ont été remises à M. Celet qui doit les examiner dans le cadre du GNL.